

ATELIER SOUS-RÉGIONAL CABES/RESPIN AFRIQUE DE L'OUEST
SUR
« VERS DES POLITIQUES INTÉGRÉES: TIRER PARTI DES CONCLUSIONS DE L'IPBES ET DU
GIEC POUR ALIGNER LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT »

RAPPORT



Du 3 au 5 décembre 2025

Lomé, Togo

RÉSUMÉ

L'atelier sous-régional CABES/RESPIN pour l'Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu du 3 au 5 décembre 2025 à Lomé, au Togo, sur le thème «*Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour aligner les actions en faveur de la biodiversité et du climat*», a réuni plus de 100 parties prenantes, parmi lesquelles des scientifiques, des décideurs politiques, des points focaux nationaux de l'IPBES et du GIEC, des représentants d'ONG, des praticiens et des étudiants en master du SPIBES issus de pays d'Afrique de l'Ouest.

Objectifs et résultats clés:

- **Jour 1:** Examen des liens entre l'IPBES et le GIEC, mettant en évidence les principales lacunes dans les connaissances (telles que la moindre visibilité de l'IPBES par rapport au GIEC), les obstacles à la collaboration (notamment les cloisonnements institutionnels et les biais de financement), ainsi que les domaines d'intérêt commun — en particulier la manière dont les approches interdisciplinaires de l'IPBES peuvent renforcer la communication du GIEC.
- **Jour 2:** Cette journée a été consacrée à des présentations en plénière sur les récentes évaluations de l'IPBES (évaluations sur le changement transformateur et sur les liens entre les systèmes) et les rapports du GIEC, ainsi qu'à la présentation d'exemples de réussite, à des ateliers sur les stratégies nationales de conservation de la biodiversité et à des sessions d'affiches. Au cours de ces sessions d'affiches, 11 étudiants du programme CABES ont présenté leurs travaux de recherche et ont reçu des commentaires ciblés sur la méthodologie et les aspects politiques.
- **Jour 3:** Identification **des possibilités existantes** d'harmonisation (intégration des politiques dans les stratégies nationales de conservation de la biodiversité et de gestion des ressources naturelles [NBSAP] et les contributions déterminées au niveau national [NDC], synergies via l'IPBES et le GIEC, financement par le Fonds vert pour le climat [FCV] et le Fonds pour l'environnement mondial [FEM], renforcement des capacités) et **des prochaines étapes** (réunions intersectorielles régulières, collaboration avec l'IPBES, communication accessible, projets intégrés, par exemple les propositions IKI du Togo) en lien avec les engagements des pays (Ghana, Éthiopie, Nigeria, Gambie).

Principaux défis et recommandations

Parmi les défis à relever figurent le cloisonnement sectoriel, la fragmentation des politiques, la faible utilisation des résultats de l'IPBES et les lacunes en matière de coordination intersectorielle. Les recommandations mettent l'accent sur la mise en place de plateformes communes, la simplification des messages, la mobilisation des ressources (CDKN/IKI) et la révision des Stratégies nationales pour la

biodiversité et les plans d'action (SNBPA) afin d'intégrer les engagements en faveur de la transition climatique dans des actions mesurables pour le développement durable.

L'atelier a favorisé la création de réseaux, sensibilisé les participants aux synergies et donné lieu à un communiqué final appelant à un dialogue intercommunautaire. Il souligne le rôle du CABES/RESPIN dans la mise en relation de la science, des politiques et de la pratique pour des écosystèmes résilients en Afrique de l'Ouest.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	Error! Bookmark not defined.
TABLE DES MATIÈRES	Error! Bookmark not defined.
I. CONTEXTE.....	Error! Bookmark not defined.
I.1. Les objectifs de l’atelier	2
I.2. Résultats attendus de l’atelier	3
II. JOUR 1: COMPRENDRE L'IPBES ET LE GIEC EN TANT QU'INTERFACES ENTRE SCIENCE ET POLITIQUE (SPPIS) – POURQUOI LES SYNERGIES SONT-ELLES IMPORTANTES?	
INTRODUCTION.....	Error! Bookmark not defined.
II.1. Lacunes dans les connaissances concernant l'IPBES et le GIEC	4
II.2. Limites de la collaboration entre les communautés du climat et de la biodiversité	4
II.3. Contributions mutuelles entre l'IPBES et le GIEC	4
III. JOUR 2 : FACILITER L'ADOPTION DES RÉSULTATS DE L'IPBES ET DU GIEC – COMMENT LES SYNERGIES SONT-ELLES MISES EN ŒUVRE ?	Error! Bookmark not defined.
INTRODUCTION.....	Error! Bookmark not defined.
III.1. Présentation des posters par les étudiants du programme de master CABES	6
III.1.1. Présentation du poster par un étudiant du Bénin	6
III.1.2. Présentation du poster par un étudiant du Burkina Faso.....	7
III.1.3. Présentation d’affiches par un étudiant de Côte d’Ivoire.....	9
III.1.4. Présentation d’affiches par un étudiant du Ghana	10
III.1.5. Présentation d’affiches par un étudiant de Guinée	11
III.1.6. Présentation d’affiches par un étudiant du Libéria.....	12
III.1.7. Présentation d’affiches par un étudiant du Mali.....	13
III.1.9. Présentation d’un poster par un étudiant du Sénégal	16
III.1.10. Présentation d’un poster par un étudiant de la Gambie.....	17
III.1.11. Présentation d’un poster par un étudiant du Togo	18
IV. JOUR 3 : TIRER PARTI DES CONCLUSIONS DE L’IPBES ET DU GIEC POUR ALIGNER LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT – QUELLES SONT NOS PROCHAINES ÉTAPES ?.....	19
INTRODUCTION.....	Error! Bookmark not defined.
IV.1. Opportunités existantes pour aligner les actions en faveur de la biodiversité et du climat.....	20
V. ANNEXE 1 : COMMUNIQUÉ FINAL.....	Error! Bookmark not defined.
VI. ANNEXE 2 : QUESTIONS DES SÉANCES EN GROUPES DE DISCUSSION DE LA JOURNÉE	
Error! Bookmark not defined.	
VII. ANNEXE 3 : TERMES DE RÉFÉRENCE ET ORDRE DU JOUR DES TRAVAUX.....	Error! Bookmark not defined.

VIII. ANNEXE 4 : PHOTOS DE L'ATELIER **Error! Bookmark not defined.**

I. CONTEXTE

À mesure que la crise environnementale mondiale s'aggrave, on reconnaît de plus en plus que les défis étroitement liés du changement climatique et de la perte de biodiversité sont interdépendants, car tous deux sont induits par des activités humaines qui perturbent les systèmes naturels, entraînant des changements sans précédent dans les écosystèmes, la répartition des espèces et les régimes climatiques. La biodiversité est à la base des fonctions et des services écosystémiques qui régulent le climat, notamment la séquestration du carbone, le cycle de l'eau et la régulation de la température. À l'inverse, le changement climatique affecte la biodiversité en modifiant les habitats, en modifiant l'aire de répartition des espèces et en exacerbant les menaces telles que les espèces envahissantes et les maladies.

Pour relever ces défis, la *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques* (IPBES)¹, un organisme intergouvernemental indépendant, a été créée afin de renforcer le lien entre les connaissances scientifiques et les décisions politiques relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques. Sa mission principale consiste à promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, ce qui contribue au bien-être humain à long terme et aide à atteindre les *Objectifs de développement durable* (ODD). L'IPBES s'acquitte de cette mission à travers quatre fonctions clés:

- **Évaluation des connaissances:** évaluer l'état actuel des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques.
- **Renforcement des capacités:** aider les pays et les régions à renforcer leur capacité à tirer parti des travaux de l'IPBES et à y contribuer.
- **Renforcer les bases scientifiques:** identifier et combler les lacunes dans notre compréhension de la biodiversité.
- **Soutien aux décideurs politiques:** fournir aux décideurs politiques les informations et les outils dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées.

Depuis sa création en 2012², l'IPBES a publié une douzaine d'évaluations majeures. Ces évaluations couvrent un large éventail de thèmes, notamment les espèces exotiques envahissantes, la dégradation des terres et l'utilisation durable des espèces sauvages, en mettant l'accent sur des régions spécifiques telles que l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. Ses rapports les plus récents : l'« **Évaluation du changement transformateur** »³, qui examine les causes profondes de la perte de biodiversité et présente des voies possibles pour réaliser la Vision 2050 pour la biodiversité, et l'« **Évaluation des liens** »⁴ qui traite des interconnexions entre le climat, la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé.

Les travaux de l'IPBES sont le fruit d'une collaboration entre un groupe diversifié de parties prenantes, comprenant des scientifiques, des représentants des gouvernements, des ONG, des professionnels du secteur privé, des jeunes ainsi que des détenteurs de savoirs autochtones et locaux.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)⁵, organisme international fondé en 1988 par *l'Organisation météorologique mondiale* (OMM) et *le Programme des Nations Unies pour l'environnement* (PNUE), a pour mission de fournir aux gouvernements à tous les niveaux des informations

¹ <https://www.ipbes.net/>

² <https://www.ipbes.net/assessing-knowledge>

³ <https://www.ipbes.net/transformational-change-assessment>

⁴ <https://www.ipbes.net/nexus-assessment>

⁵ <https://www.ipcc.ch/>

scientifiques destinées à soutenir l'élaboration de politiques climatiques. Le GIEC joue un rôle central dans les négociations internationales sur le changement climatique en évaluant et en synthétisant les conclusions de milliers d'études scientifiques plutôt qu'en menant des recherches originales. Ses rapports sont pertinents sur le plan politique et fournissent aux décideurs des connaissances objectives, exhaustives et consensuelles sur les aspects scientifiques du changement climatique, ses impacts et les options d'adaptation et d'atténuation. Le GIEC élabore également des méthodologies normalisées pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, aidant ainsi les pays à mesurer et à déclarer leurs émissions. Ses travaux font l'objet d'examens approfondis par des experts et des gouvernements afin de garantir leur transparence et leur rigueur. Ses publications les plus importantes sont *les rapports d'évaluation (AR)*⁶, publiés tous les cinq à sept ans, qui servent de références essentielles dans les négociations mondiales. En outre, le GIEC publie *des rapports spéciaux* sur des questions ciblées, *des rapports méthodologiques* et *des documents techniques* pour répondre à des besoins scientifiques et politiques spécifiques. À l'échelle régionale, afin de soutenir les travaux de l'IPBES et du GIEC et de renforcer la mise en œuvre des conclusions de leurs évaluations, deux initiatives clés ont été lancées: le programme « *Capacity Development for Biodiversity and Ecosystem Services Experts across Africa* » (CABES, <https://www.cabes.online>) en 2022, et le projet RESPIN (*REinforcing Science-Policy INterfaces for integrated biodiversity and climate knowledge and policies*, respin-project.eu), qui soutient l'adoption des connaissances de l'IPBES et du GIEC et favorise des liens plus étroits entre la science et la politique à plusieurs niveaux. Ensemble, ces initiatives visent à faire progresser les connaissances intégrées sur la biodiversité et le climat afin de permettre une prise de décision éclairée.

Conscientes que la perte de biodiversité et le changement climatique constituent deux défis étroitement liés, dont les interactions posent des défis complexes à l'élaboration de politiques et à la mise en œuvre d'actions efficaces, ces instances mondiales à la croisée de la science et des politiques, l'IPBES et le GIEC, ont organisé en 2020⁷ un atelier co-parrainé par l'IPBES et le GIEC, mettant en lumière les interactions entre la science de la biodiversité et celle du changement climatique. Les récentes évaluations de l'IPBES et du GIEC soulignent que le fait de traiter la perte de biodiversité et le changement climatique de manière isolée nuit à l'efficacité des solutions. Elles appellent à la mise en place de politiques intégrées et intersectorielles qui maximisent les synergies, réduisent les compromis et renforcent le bien-être humain, la sécurité alimentaire, la disponibilité de l'eau et la résilience face aux catastrophes. Cependant, la collaboration entre les acteurs de la biodiversité et du climat, en particulier parmi les points focaux nationaux, reste limitée, ce qui souligne le besoin urgent de mécanismes de coordination plus solides. Pour combler cette lacune, le CABES, en collaboration avec RESPIN, organise un atelier régional intitulé « **Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de**

⁶ <https://www.ipcc.ch/synthesis-report/>

⁷ <https://www.ipbes.net/ipbes-ipcc-cosponsored-workshop-media-release>

l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat », qui réunira des experts afin d'identifier les synergies, les compromis et les solutions intégrées face à ces deux crises. Les discussions porteront également sur les obstacles à la collaboration au niveau national et à l'adoption des conclusions des évaluations de l'IPBES et du GIEC, et exploreront des modalités efficaces de coopération intersectorielle.

1. Les objectifs de l'atelier

L'objectif général de cet atelier est de favoriser la cohérence et l'intégration des politiques entre les mesures relatives au climat et à la biodiversité en s'appuyant sur les travaux de l'IPBES et du GIEC. Plus précisément, l'atelier vise à :

- **Explorer** et clarifier les interactions complexes entre la perte de biodiversité et le changement climatique, en soulignant la nécessité urgente de mettre en place des réponses politiques intégrées
- **Partager et analyser les conclusions récentes** et les messages clés issus des évaluations de l'IPBES et du GIEC afin d'éclairer l'élaboration de réponses politiques intégrées.
- **Faciliter le dialogue** et la collaboration entre les communautés de l'IPBES et du GIEC, y compris les points focaux nationaux, afin de renforcer la coordination et l'échange de connaissances au niveau national
- **Identifier les synergies**, les complémentarités et les compromis entre les politiques en matière de biodiversité et de climat, afin de favoriser des stratégies cohérentes et mutuellement bénéfiques.
- **Soutenir le renforcement des capacités** des parties prenantes afin de favoriser la coproduction, le transfert de connaissances et la collaboration multisectorielle indispensables à la conception et à la mise en œuvre efficaces des politiques

I. 2. Résultats attendus de l'atelier :

Il s'agit notamment de :

- ✓ Une compréhension commune des liens entre la perte de biodiversité et le changement climatique, qui souligne l'urgence de mettre en place des réponses politiques intégrées.
- ✓ Mise à disposition des décideurs politiques et des parties prenantes de messages clés synthétisés à partir des récentes évaluations de l'IPBES et du GIEC, afin de guider la prise de décision.
- ✓ Renforcement des mécanismes de collaboration entre les communautés de l'IPBES et du GIEC, y compris les points focaux nationaux, afin de favoriser une meilleure coordination et un meilleur échange de connaissances aux niveaux national et régional.
- ✓ Une analyse des synergies, des complémentarités et des compromis entre les politiques en matière de biodiversité et de climat, afin d'élaborer des stratégies cohérentes et mutuellement bénéfiques.
- ✓ Renforcement des capacités des parties prenantes en matière de coproduction de connaissances, de transfert efficace des connaissances et de collaboration multisectorielle dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

II. JOUR 1 : COMPRENDRE L'IPBES ET LE GIEC EN TANT QU'INTERFACES ENTRE SCIENCE ET POLITIQUE (SPPIS) – POURQUOI LES SYNERGIES SONT-ELLES IMPORTANTES ?

La première journée de l'atelier régional CABES/RESPIN, qui s'est tenue le 3 décembre 2025 à Lomé, au Togo, a réuni des experts, des chercheurs, des décideurs politiques, des professionnels et de jeunes scientifiques d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'autres régions. Sous le thème «Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour aligner les actions en faveur de la biodiversité et du climat», cette journée visait à renforcer l'interface entre science et politique dans un contexte marqué par l'aggravation simultanée de la crise climatique et de la perte de biodiversité. Les objectifs spécifiques de cette première journée étaient les suivants: (i) améliorer la compréhension des processus, des mandats et des résultats de l'IPBES et du GIEC, (ii) identifier les lacunes et les obstacles à la collaboration entre les communautés du climat et de la biodiversité, (iii) promouvoir le dialogue entre les différentes parties prenantes (institutions publiques, milieu universitaire, société civile et jeunesse), et (iv) élaborer conjointement des lignes d'action pour une meilleure intégration des politiques climatiques et de biodiversité aux niveaux national et régional. À la suite de présentations introductives de haut niveau sur l'IPBES et le GIEC, les participants ont été répartis en groupes de travail (anglophones et francophones) afin de débattre de trois questions directrices communes. Le présent rapport fournit un résumé intégré des discussions menées par l'ensemble de ces groupes.

1. Lacunes dans les connaissances concernant l'IPBES et le GIEC

Les discussions ont mis en évidence d'importantes lacunes dans la connaissance et la compréhension des travaux de l'IPBES et du GIEC. Alors que les rapports du GIEC sont largement connus, diffusés et utilisés, en particulier dans les processus nationaux d'établissement de rapports, les rapports de l'IPBES restent relativement méconnus et insuffisamment compris par de nombreuses parties prenantes. Plusieurs lacunes ont été identifiées, notamment : une connaissance limitée des mandats, des cycles de rapport et des mécanismes de fonctionnement des deux plateformes ; l'absence de cadres nationaux structurés pour traduire les résultats scientifiques en politiques publiques opérationnelles ; la difficulté d'accéder aux documents de l'IPBES et de les comprendre, ceux-ci étant souvent jugés trop techniques ; et un manque de communication efficace avec les décideurs, les praticiens et les communautés locales. En outre, les participants ont souligné la faible intégration des données sur la biodiversité dans les modèles climatiques, malgré leur importance pour l'évaluation des stocks de carbone, de la résilience des écosystèmes et des services écosystémiques. Pour plusieurs participants, cette journée a constitué leur première véritable immersion dans les processus de l'IPBES, révélant un besoin urgent de renforcement des capacités, en particulier dans les pays africains.

2. Les limites de la collaboration entre les acteurs du climat et ceux de la biodiversité

Les discussions ont également montré que la collaboration entre les communautés du GIEC et de l'IPBES reste très limitée. Cette situation s'explique en grande partie par la fragmentation institutionnelle, les deux plateformes étant rattachées à des conventions distinctes (la CCNUCC pour le GIEC et la CDB pour l'IPBES), avec des cadres de gouvernance et des priorités souvent cloisonnés. À cela s'ajoutent l'absence de mécanismes de coordination formels, la persistance de politiques sectorielles isolées, des inégalités de financement qui favorisent largement les activités liées au climat, et un manque de volonté politique pour intégrer véritablement les deux agendas. Les participants ont également relevé un manque de capacités techniques et institutionnelles pour utiliser les résultats scientifiques dans la planification nationale, ainsi qu'une faible sensibilisation du public, ce qui limite la demande sociale en faveur de politiques intégrées. Il a été noté que même au sein des ministères, les équipes chargées du climat et celles chargées de la

biodiversité interagissent rarement, ce qui renforce les approches cloisonnées et entrave une action concertée.

3. Contributions réciproques entre l'IPBES et le GIEC

Malgré ces contraintes, les participants ont souligné le fort potentiel de complémentarité entre l'IPBES et le GIEC. Le GIEC pourrait s'inspirer de l'IPBES pour mieux intégrer les savoirs autochtones et locaux, adopter des approches plus interdisciplinaires et renforcer les liens entre le climat, la biodiversité, les services écosystémiques et le bien-être humain. À l'inverse, l'IPBES pourrait tirer parti de l'expérience du GIEC en matière de communication, de visibilité politique et d'engagement du public, notamment grâce à des messages clairs et à des objectifs phares. Les participants ont également recommandé l'élaboration d'évaluations conjointes, de bases de données harmonisées et de programmes communs de renforcement des capacités, ainsi que la mise en place de plateformes de dialogue associant l'IPBES, le GIEC et la *Convention sur la diversité biologique*.

En conclusion, la première journée de l'atelier CABES/RESPIN a mis en évidence un consensus clair: bien que l'IPBES et le GIEC poursuivent des objectifs mondiaux convergents, leurs actions restent insuffisamment coordonnées, en particulier dans les contextes nationaux africains. Les participants ont exprimé un besoin pressant de renforcer la collaboration, d'améliorer la communication, de développer les capacités et d'intégrer efficacement les questions climatiques et de biodiversité dans les politiques publiques. Les travaux de la journée ont démontré l'engagement collectif des participants à renforcer les synergies entre la science, la politique et la pratique. Ils ont également confirmé le rôle central d'initiatives telles que le CABES dans l'établissement de ponts durables entre les communautés du climat et de la biodiversité, ce qui est essentiel pour relever les défis du développement durable en Afrique de l'Ouest et au-delà.



Figure 1: Discussions en petits groupes entre plusieurs parties prenantes lors de séances interactives de questions-réponses avec les participants

II. JOUR 2: FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DES CONCLUSIONS DE L'IPBES ET DU GIEC – COMMENT LES SYNERGIES SONT-ELLES MISES EN ŒUVRE?

La deuxième journée de l'atelier CABES/RESPIN, qui s'est tenu à Lomé, au Togo, a réuni divers acteurs issus de plusieurs pays. Parmi eux figuraient des décideurs politiques, des consultants, des scientifiques, des points focaux de l'IPBES et du GIEC, des membres d'ONG, des entreprises, des peuples autochtones et des communautés locales. La session était consacrée au thème « **Faciliter l'adoption des résultats de l'IPBES et du GIEC** » et comprenait deux activités principales: des séances plénières et un “World Café”.

Les séances plénières ont porté sur : « **Introduction aux récents rapports d'évaluation de l'IPBES: Évaluation des changements transformateurs et Évaluation des liens** », présentée par le professeur Sebsebe D. Woodmatas, le professeur Eric Fokam et le Dr Nadia Sitas ; «**Introduction au dernier rapport d'évaluation du GIEC: besoins et opportunités pour aligner les actions en faveur de la biodiversité et du climat**», par M. Kouakou Bernard Dje et Moussa Waongo; «**Exemples de réussite: intégration des recommandations politiques du GIEC dans les stratégies nationales pour la biodiversité**», par les points focaux nationaux du GIEC et le Dr Oblé Neya; et «Atelier sur la durabilité des SNBD et la mobilisation des ressources», par Abisha Mapendembe. La deuxième activité était consacrée aux présentations sous forme d'affiches des propositions de recherche des étudiants en master du CABES. Le présent rapport porte sur ces présentations d'affiches.

1. Présentation d'affiches par les étudiants du programme de master CABES

L'après-midi du deuxième jour, lors du «World Coffee», les étudiants ont présenté leurs propositions de recherche aux différents participants. L'objectif de cette présentation était de recueillir les commentaires des participants afin d'améliorer leurs travaux de recherche. Voici les points à retenir de la présentation des étudiants.

1. 1. Poster's presentation student from Benin

Serge DOSSOU, étudiant originaire du Bénin, a présenté son projet sur le thème «**Évaluation des pratiques de gestion locales en matière de préservation de la qualité de l'eau et de gestion des ressources halieutiques au lac Togbadji, au Bénin**». Voici ce qu'il a retenu de sa présentation:

« Lors de la conférence régionale CABES/RESPIN qui s'est tenue à Lomé, au Togo, intitulée « *Vers des politiques intégrées: tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat* », j'ai présenté mon poster consacré à l'évaluation des pratiques de gestion locales pour la préservation de la qualité de l'eau et la gestion des ressources halieutiques du lac Togbadji, au Bénin. Cet événement a réuni des chercheurs, des experts internationaux, des représentants ministériels et des points focaux de l'IPBES, ce qui m'a permis de recueillir de précieux commentaires méthodologiques et

stratégiques pour affiner et promouvoir mon étude. Les participants ont salué la pertinence du thème, soulignant sa cohérence avec l'interface science-politique-pratique de l'IPBES grâce à des objectifs cohérents portant sur les savoirs locaux, la qualité de l'eau, les pratiques de pêche et les politiques nationales, qui sont essentiels pour les écosystèmes socio-écologiques lacustres complexes tels que celui de Togbadji.

Les recommandations méthodologiques mettaient l'accent sur l'inclusivité: interroger les femmes travaillant dans la transformation et le commerce du poisson afin de tirer parti de leur expertise de la chaîne de valeur halieutique (stocks halieutiques, conservation, marchés) et éviter ainsi tout biais; inclure les grossistes en poisson d'autres régions, qui influencent la pression de pêche, la demande et les prix, afin d'obtenir une vision économique plus complète. Les experts ont également recommandé d'améliorer l'analyse spatiale grâce à une cartographie participative des zones de pêche actuelles et historiques, des zones de mortalité et de pollution, ainsi que des sites sacrés, afin de visualiser les transformations, de replacer les connaissances dans leur contexte et d'affiner les recommandations en matière de gestion.

«Les points focaux de l'IPBES (Bénin/Sénégal) ont encouragé la présentation des résultats au *ministère de l'Environnement du Bénin* afin de pallier l'absence de plan de gestion du lac et d'éclairer l'élaboration de politiques intégrées. Ces retours d'information — qui soulignent la pertinence du projet, sa compatibilité avec l'IPBES, les besoins méthodologiques et son potentiel en matière de politiques — renforcent mon travail en vue d'avoir un impact sur les communautés et les décideurs.».



Figure 2: Présentation par affiche d'un étudiant du Bénin

2. Étudiant du Burkina Faso présentant un poster

Mitien GNOUNOU, étudiant originaire du Burkina Faso, a présenté son projet sur le thème «**Importance écologique et sociale des espèces de plantes ligneuses touchées par l'exploitation aurifère artisanale dans la réserve naturelle intégrale de Bontioli, région de Djôrô, au Burkina Faso**». Les points à retenir de sa présentation:

«Les projets CABES et RESPIN ont organisé un atelier du 3 au 5 décembre 2025 à Lomé, au Togo, sur le thème «*Vers des politiques intégrées: tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat*». Les étudiants en master du programme CABES, dont je faisais partie (Mitien Gnoumou), ont présenté leurs projets de recherche finaux sous forme d'affiches à des participants venus de pays africains et européens. J'ai présenté un exposé intitulé «*Importance écologique et sociale des espèces de plantes ligneuses affectées par l'exploitation artisanale de l'or dans la réserve naturelle intégrale de Bontioli, région de Djôrô, au Burkina Faso*», en expliquant le thème en français et en anglais afin de faciliter des discussions approfondies sur la justification, les questions, les objectifs, la méthodologie et les liens avec les politiques.

Les commentaires ont principalement porté sur l'affinement du thème et des objectifs. Le Dr Henning Sommer (Allemagne) et M. Ibrahim Kamara ont suggéré de modifier le titre pour le remplacer par «*Importance écologique et socio-économique...* », afin de mieux évaluer les rôles socio-économiques des espèces ligneuses ainsi que les impacts et les perceptions de l'exploitation minière au sein des communautés. Le Dr Bondé (Burkina Faso) a recommandé un examen plus approfondi du code minier en vue d'améliorer les pratiques artisanales. M. Ibrahim Kamara et le Dr Pagny (Côte d'Ivoire) ont proposé de reformuler l'objectif spécifique n°2 en remplaçant «*Évaluer la diversité floristique dans le cadre des activités d'exploitation aurifère artisanale...* » par «*Évaluer l'impact de l'exploitation minière artisanale sur la diversité des plantes ligneuses et les moyens de subsistance locaux* », afin d'éviter les comparaisons directes entre zones dégradées et non dégradées et de permettre l'analyse de la perte de biodiversité, des effets sur les communautés et des indices de diversité. Le Dr Paul Kazaba (RDC) a recommandé d'associer des mots-clés (exploitation artisanale de l'or, biodiversité, communautés locales) afin de mettre en évidence les aspects politiques. Toutes ces suggestions ont reçu un large soutien de la part des participants.

Dans l'ensemble, les sessions de posters ont apporté des perspectives multiples d'une grande valeur, enrichissant ainsi nos approches de recherche”.



Figure 3: Présentation par affiche d'un étudiant du Burkina Faso

1. 3. Étudiant de Côte d'Ivoire présentant un poster

Oumar TRAORE, étudiant originaire de Côte d'Ivoire, a présenté son projet. Voici ce qu'il faut retenir de son exposé:

« Atelier RESPIN (3-5 décembre 2025), sur le thème « *Vers des politiques intégrées: tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat* ». Cet événement a réuni divers experts et parties prenantes afin de faire progresser la protection de la planète et de renforcer la collaboration entre le GIEC et l'IPBES. Mes travaux consistent à mesurer les concentrations de PM_{2,5}, à évaluer leurs impacts sur la santé respiratoire et visent à éclairer les politiques en matière de qualité de l'air par le biais de la prévention et de la sensibilisation.

Cette session interactive a donné lieu à des retours encourageants et à des suggestions concrètes visant à renforcer la portée scientifique et politique du projet. Parmi les principales recommandations figuraient: l'utilisation du SIG pour cartographier la dispersion des polluants; l'ajout d'un site de référence comparatif; l'intégration des paramètres influençant la pollution; la reformulation des hypothèses en résultats attendus; la mise en œuvre d'un échantillonnage multisite basé sur une grille; le renforcement des liens politiques avec les cadres nationaux, régionaux et internationaux (par exemple, les ODD); et le remplacement de «**communauté autochtone**» par «**communauté locale**» dans le titre.

Je compte intégrer ces précieuses contributions dans la mesure du possible, malgré les contraintes de temps et de budget. Cet atelier s'est révélé être une expérience très enrichissante, qui m'a permis d'approfondir ma compréhension de la biodiversité, de la science du climat et des interactions avec les politiques publiques, tout en renforçant ma confiance et mon engagement envers la réussite du projet. Je remercie sincèrement les organisateurs du CABES-RESPIN de m'avoir donné l'occasion de faire cette présentation, ainsi que les animateurs et les participants pour leurs discussions enrichissantes et leurs commentaires constructifs, qui ont enrichi mon expérience et fait progresser mes travaux”.



Figure 4 : Présentation par affiche d'un étudiant de Côte d'Ivoire

1. 4. Étudiant ghanéen présentant un poster

Patience ADUBOFOUR, étudiante originaire du **Ghana**, a présenté son projet intitulé «**Étude de l'étiologie et des stratégies de lutte contre l'oïdium du cajou (CPMD) à Nkoranza, au Ghana**». Voici les points à retenir de sa présentation:

«Le trilogue sous-régional CABES-RESPIN Afrique de l'Ouest sur la science, les politiques et la pratique (3-5 décembre 2025, Lomé, Togo) a réuni des experts, des décideurs politiques et des étudiants du programme SPIBES. Le deuxième jour, j'ai présenté le sujet que j'avais proposé: «*Étude de l'étiologie et des stratégies de gestion de l'oïdium du cajou (CPMD) à Nkoranza, au Ghana*», et j'ai reçu des commentaires ciblés sur les dimensions scientifique, pratique et politique.

Aspect scientifique: tenir compte des conditions écologiques et du calendrier pour les travaux sur le terrain; évaluer l'incidence et la prévalence de la CPMD; retracer les origines de la maladie (matériel végétal, biologie, changement climatique); reformuler l'objectif 2 («*déterminer la perception des agriculteurs*»); rationaliser la méthodologie de l'objectif 1 pour l'adapter au calendrier.

Aspect pratique: Examiner les pratiques culturelles des agriculteurs qui favorisent la sporulation des agents pathogènes; recourir à des groupes de discussion pour recueillir des données fiables sur les perceptions.

Aspect politique: obtenir des lettres officielles pour accéder au MOFA, à la TCDA et au CRIG; examiner les politiques nationales en matière de gestion générale des maladies (non spécifiques à la culture de la noix de cajou), ainsi que les cadres régionaux et mondiaux (par exemple, l'IPBES); analyser les initiatives de la TCDA et de l'EWRRS-PD; les comparer aux politiques efficaces mises en œuvre par la Côte d'Ivoire dans le domaine de la culture de la noix de cajou afin d'étayer la justification.

Un participant de la Sierra Leone a souligné que les agriculteurs délaissaient la culture du palmier à huile au profit de celle de la noix de cajou, en raison des avantages de l'agroforesterie, de la faible main-d'œuvre requise, de l'accès aux marchés et de la résilience face au climat, ce qui fait de la noix de cajou une culture de rente africaine essentielle pour les revenus, la sécurité alimentaire et les économies.

Dans l'ensemble, les retours ont été très positifs, soulignant la nécessité de fournir des noix de haute qualité et exemptes de maladies pour les marchés locaux et d'exportation, et préconisant le recours à une analyse des lacunes politiques (objectif 3) pour éclairer les politiques visant à assurer la durabilité de l'industrie de la noix de cajou au Ghana.



Figure 5: Présentation par affiche d'un étudiant du Ghana

1. 5. Étudiant guinéen présentant un poster

Jeremy SANDY, étudiant originaire de **Guinée**, a présenté son projet sur le thème «**Évaluation de la gestion des forêts urbaines en Guinée: étude de cas de la forêt de Kakimbo à Conakry**». Les points à retenir de sa présentation:

Du 3 au 5 décembre 2025, j'ai participé à l'atelier CABES à Lomé, au Togo, où j'ai présenté ma proposition de recherche sur l'évaluation de la gestion des forêts urbaines en Guinée, en mettant l'accent sur la forêt classée de Kakimbo à Conakry. Les échanges du deuxième jour avec des experts et des praticiens africains m'ont permis de recueillir des commentaires précieux pour affiner mon projet.

Commentaires généraux: Le public a apprécié la pertinence de l'énoncé du problème par rapport aux défis liés à la forêt urbaine rencontrés ailleurs, mais a conseillé de restreindre ce vaste sujet à un ou deux aspects; il a également suggéré d'effectuer une visite préalable de la zone d'étude afin de recueillir des données de première main et d'identifier les défis sur le terrain.

Affiner les objectifs: aligner chaque objectif spécifique sur les méthodes de collecte et d'analyse des données prévues; axer l'objectif n° 1 sur les changements d'utilisation et de couverture des sols sur une période de 10 à 30 ans afin d'affiner la conception.

Suggestions méthodologiques:

Cartographie des parties prenantes: recenser en détail les acteurs concernés; s'associer à des organisations locales pour recruter des citoyens en vue d'entretiens, en surmontant leur désintérêt.

Volet politique: pour l'objectif 3, procéder à un examen systématique des documents accessibles, tels que les codes guinéens relatifs à la foresterie et à l'environnement, les plans municipaux et les plans de gestion de

Kakimbo, afin d'identifier les lacunes dans la mise en œuvre des politiques (noter les problèmes d'accès aux documents non publiés).

Intégration de l'IPBES et des ODD: intégrer les évaluations de l'IPBES sur le développement urbain, la biodiversité, les services écosystémiques et les politiques; établir un lien explicite avec l'ODD 11 (Villes durables) pour en souligner la pertinence mondiale.

Cette session a été l'occasion d'un excellent réseautage et m'a fourni des conseils précieux pour améliorer la conception et l'impact de ma proposition. Merci aux participants et aux animateurs pour leurs contributions.



Figure 6: Présentation par affiche d'un étudiant guinéen

1. 6. Étudiant libérien présentant un poster

Pearl-Mai Leela DUNBAR, étudiante originaire du **Libéria**, a présenté son projet sur le thème: **«Évaluation de l'efficacité des programmes de moyens de subsistance durables (SLP) pour les communautés vivant à la lisière des forêts autour des zones protégées: le cas de la réserve naturelle de Nimba Est (ENNR) au Libéria»**. Les points à retenir de sa présentation:

«L'atelier du CABES (Lomé, Togo, du 3 au 5 décembre 2025) a permis aux parties prenantes d'échanger sur le programme, l'IPBES et le GIEC, les partenariats et les stratégies, à travers des ateliers en petits groupes, des tables rondes et des affiches du SPIBES. Les retours recueillis lors de la deuxième journée m'ont aidé à affiner ma thèse sur les projets de moyens de subsistance durables dans la (future) réserve naturelle de Nimba Est, au Libéria.»

Remarques principales:

- Impliquer les communautés à toutes les étapes de la recherche; faire appel à des traducteurs locaux et à des gardes écologiques pour la collecte des données.
- Par l'intermédiaire des acteurs clés de l'information (PNUD, RSPP, FDA, Conservation International, gardes forestiers): détails du projet de recherche (financement, calendrier, partenaires, objectifs, processus, résultats par rapport aux attentes de la communauté).

- Structurer les objectifs et les questions de recherche; renforcer la justification et l'explication des lacunes politiques.
- Élaborer des questionnaires adaptés à chaque communauté; mener des évaluations des besoins préalables au projet, des formations professionnelles, ainsi que des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités.
- Examiner les lacunes identifiées par l'IPBES et le cadre des moyens de subsistance durables pour l'élaboration des politiques.
- Prendre en compte les activités de subsistance transfrontalières (Côte d'Ivoire/Guinée ayant un impact sur le Libéria); collaborer avec les organismes chargés de la mise en œuvre pour obtenir des informations sur l'accès au terrain et la délimitation.

Difficultés liées à la présentation : veiller à ce que les explications restent concises et pertinentes; barrières linguistiques (parties prenantes non anglophones) surmontées grâce à la présence d'un interprète désigné.



Figure 7: Présentation par affiche d'un étudiant du Libéria

1. 7. Étudiant malien présentant un poster

Oumou SANGARE, étudiante originaire du **Mali**, a présenté son projet sur le thème «**Évaluation de l'impact environnemental de l'utilisation des pesticides dans la production rizicole de la commune de Niono, au Mali**». Les points à retenir de sa présentation:

«Le trilogue sous-régional CABES-RESPIN Afrique de l'Ouest entre science, politique et pratique (3-5 décembre 2025, Lomé, Togo), placé sous le thème «*Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat*», a réuni des experts, des décideurs politiques, des points focaux et des étudiants du programme SPIBES. J'ai présenté mon poster sur l'évaluation des impacts environnementaux de l'utilisation des pesticides dans la production rizicole de la commune de Niono.

Suggestions/Recommandations :

- Préciser « superficie irriguée » dans le titre pour clarifier le contexte.
- Réaliser une étude préliminaire sur le terrain pour les parcelles d'échantillonnage.
- Privilégier l'analyse de l'eau plutôt que celle du sol pour des raisons de rentabilité.
- Recenser les insectes présents sur les sites afin d'en tirer des enseignements écologiques.
- Élaborer une matrice écologique (densité, exposition, résidus).

Ajouter une analyse juridique et des risques (réglementation sur les pesticides, politiques, exposition des producteurs).

Critiques/Améliorations :

- Sujet trop ambitieux/trop vaste : recentrer le champ d'étude.
- Remplacer « impact » par « effets » dans le thème.
- Renforcer le volet politique (réglementations, institutions).

Encouragements :

- Sujet d'une grande pertinence et d'une actualité brûlante pour la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire.
- Un solide potentiel scientifique associé à une méthodologie rigoureuse.
- Poursuivre des études de doctorat si la motivation et l'intérêt sont au rendez-vous.

« Cette session enrichissante a permis de mettre en évidence des lacunes en matière de précision, de faisabilité et de pertinence politique, ce qui m'a motivé grâce aux échanges avec des experts en pesticides et m'a laissé un souvenir impérissable de cet atelier. »



Figure 8: Présentation par affiche d'un étudiant du Mali

1. 8. Étudiant nigérian présentant un poster

Beatrice Osaruonamen IGBINOVIA, étudiante nigériane, a présenté son projet sur le thème «**Analyse des stratégies d'adaptation des agriculteurs face aux inondations dans la région administrative d'Ido, dans l'État d'Oyo, au Nigeria**». Les points à retenir de sa présentation:

«L'atelier régional du CABES organisé à Lomé, au Togo (décembre 2025), a réuni des parties prenantes afin de promouvoir le CABES, les rôles de l'IPBES et du GIEC, ainsi que les partenariats. Lors de la session d'affiches du World Café du deuxième jour, j'ai présenté une communication intitulée «*Analyse des stratégies d'adaptation des agriculteurs face aux inondations dans la zone de gouvernement local d'Ido, dans l'État d'Oyo, au Nigeria*», et j'ai reçu des commentaires visant à améliorer la clarté, la portée et la pertinence politique de cette communication.»

Justification/Objectifs:

- Appuyer l'argumentation à l'aide d'exemples locaux (par exemple, rotation des cultures, cultures résistantes aux inondations, drainage/plantes surélevées).
- Rationaliser en deux grands objectifs : reformuler en « évaluer la capacité d'adaptation des agriculteurs aux effets des inondations » (plutôt qu'aux impacts) ; ajouter une comparaison de la fertilité des sols (zones inondées vs zones non inondées).
- Affiner la formulation : « identifier les zones exposées aux inondations » ; « évaluer les effets sur l'agriculture et les moyens de subsistance » ; « évaluer les stratégies de gestion des conséquences des inondations ».

Cadre conceptuel/Titre/Politique:

- Élaborer un cadre préalable au travail de terrain établissant un lien entre les facteurs à l'origine des inondations, l'exposition/la vulnérabilité, les effets (agriculture/moyens de subsistance/sols/santé mentale), la capacité d'adaptation et le contexte politique.
- Modifier le titre : « Analyse de l'adaptation des agriculteurs aux inondations : le cas de la zone de gouvernement local d'Ido, au Nigeria » afin d'en renforcer la portée internationale.
- Renforcer les politiques : identifier les lacunes dans la gestion nationale et locale des inondations ; examiner les stratégies gouvernementales ; établir un lien avec la réduction mondiale des risques de catastrophe et l'adaptation au changement **climatique**.

Données/Méthodes/Considérations:

- Sources : NEMA (registres des catastrophes), NIHSA (données hydrologiques).
- Ajouter des questions sur la santé mentale, une évaluation préliminaire et les perceptions des agriculteurs (par rapport à d'autres défis tels que les ravageurs ou les marchés).
- Vérifier la pertinence de la zone de gouvernement local (LGA) d'Ido au moyen d'une évaluation préliminaire, car l'impact des inondations sur les agriculteurs doit être confirmé.

Les commentaires mettent l'accent sur la nécessité de définir des objectifs précis, d'établir un cadre, de renforcer les liens avec les politiques et de valider les sites afin d'accroître l'impact local et mondial en matière d'adaptation aux inondations.



Figure 1: Poster's presentation student from Nigeria

1. 9. Étudiant sénégalais présentant un poster

Mame Diarra Bossou THIAW, étudiante originaire du **Sénégal**, a présenté son projet sur le thème «**Contribution de l'agriculture urbaine et périurbaine à la sécurité alimentaire à Dakar (Sénégal)**».

Voici les points à retenir de sa présentation:

«Lors de l'atelier CABES organisé à Lomé, au Togo (décembre 2025), j'ai présenté ma proposition sur le rôle de l'UPA dans le renforcement de la sécurité alimentaire à Dakar, en collaboration avec des experts et des praticiens africains. Les commentaires ont principalement porté sur l'amélioration de la conception du projet afin d'en renforcer la clarté, la pertinence et la focalisation, dans un contexte marqué par l'urbanisation, l'insécurité alimentaire et les pressions climatiques.»

Généralités/Objectifs:

Un vif intérêt pour la clarté du sujet et de l'affiche, en particulier en ce qui concerne la pénurie de terrains à Dakar.

Précisez les objectifs:

utilisez des verbes d'état pour les objectifs généraux (par exemple, «analyser»); des verbes d'action pour les objectifs spécifiques (par exemple, «identifier» ou «évaluer»); appliquez les critères SMART pour assurer la cohérence.

Suggestions méthodologiques:

- Cartographie des parties prenantes: recenser en détail les acteurs de l'UPA (agriculteurs, coopératives, autorités, ONG, services fonciers) afin d'orienter les entretiens.
- Volet politique: examiner systématiquement les politiques sénégalaises (agriculture nationale, urbanisme, accès à la terre) afin d'identifier les lacunes dans leur mise en œuvre.

Portée/IPBES:

- Se concentrer sur les zones périurbaines soumises à une pression foncière, pour des raisons de faisabilité et d'applicabilité.
- Intégrer les évaluations mondiales (2019) et africaines (2018) de l'IPBES pour en tirer des enseignements sur les villes durables, la biodiversité, les systèmes alimentaires et les politiques.
- Les retours sur cette session enrichissante permettront d'améliorer la qualité et l'impact pédagogiques. Nous remercions les participants d'avoir contribué à définir les prochaines étapes.



Figure 2: Poster's presentation student from Senegal

1. 10. Étudiant gambien présentant un poster

Lamin K DARBOE, étudiant originaire de **Gambie**, a présenté sa proposition sur le thème «**Vers des politiques intégrées: tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat**». Les points à retenir de sa présentation:

«L'atelier régional intitulé «*Renforcement des capacités des experts en biodiversité et en services écosystémiques en Afrique et consolidation de l'interface science-politique pour les connaissances et les politiques en matière de biodiversité*» (CABES/RESPIN), qui s'est tenu à Lomé, au Togo, du 3 au 5 décembre 2025, a réuni des experts, des praticiens, des scientifiques et des décideurs politiques issus de diverses institutions d'Afrique et d'ailleurs. Cet événement de trois jours était axé sur le renforcement de l'interface science-politique en matière de biodiversité et des politiques et programmes connexes. L'atelier a abordé des questions environnementales clés telles que le changement climatique et la perte de biodiversité.

Au cours de la session de présentation par affiches, qui a réuni des experts issus de tous les horizons, les étudiants du MSC du CABES ont eu l'occasion de présenter leurs propositions de recherche sous forme d'affiches. Chaque étudiant a ainsi pu expliquer son projet de recherche aux différents participants et exposer les raisons qui l'ont poussé à choisir ce sujet. J'ai pu présenter ma proposition sur le thème «**Évaluation de l'efficacité des politiques de conservation des zones humides en Gambie. Étude de cas: le parc national des zones humides de Tanbi**».

Les discussions ont été très enrichissantes, les participants ayant largement partagé leurs connaissances, leurs expériences et leurs suggestions. La discussion a porté sur mon affiche et s'est concentrée sur la question de recherche, les objectifs, ainsi que les méthodes de collecte et d'analyse des données. Dans l'ensemble, la majorité des participants s'est déclarée très satisfaite de la pertinence du sujet proposé. Au cours de la présentation, la plupart des participants ont estimé que le sujet de recherche et ses objectifs

étaient clairs et liés à la science, à la politique et à la pratique. Cependant, d'autres ont suggéré d'inclure une hypothèse dans l'étude et de collecter également des données in situ.

En conclusion, les commentaires recueillis lors de la présentation de l'affiche soulignent la pertinence scientifique du sujet, et ces travaux s'inscrivent pleinement dans le cadre de l'IPBES. Un soutien institutionnel au niveau national est vivement recommandé afin que ces résultats puissent contribuer à renforcer les politiques de conservation en Gambie.

Ce commentaire constitue une base solide pour renforcer ma méthodologie, améliorer ma collecte de données et garantir que les résultats obtenus auront un impact concret à Tanbi et contribueront, de manière générale, à l'amélioration des politiques de conservation en Gambie.



Figure 3: Poster's presentation student from The Gambia

1. 11. Étudiant togolais présentant un poster

Esther Affi DJOSSOU, étudiante originaire du **Togo**, a présenté sa proposition sur le thème **«Vers des politiques intégrées: tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat»**. Les points à retenir de sa présentation:

« L'atelier CABES (Lomé, Togo, décembre 2025) a permis aux étudiants du SPIBES de présenter des affiches devant des scientifiques, des décideurs politiques et des professionnels. Coordonné par le Dr Lara, mon poster, exposé dans le hall principal (avec 7 autres), portait sur : *«La diversité de la macrofaune du sol dans les systèmes de culture du maïs de la région Maritime au Togo»*, évaluant la santé des sols à travers la macrofaune (contexte, lacunes politiques, questions/objectifs, méthodes, résultats, implications pour la gestion durable des terres).

Commentaires/Pertinence:

- Ce thème est salué pour aborder les questions de la dégradation des sols, de la perte de fertilité et de la biodiversité; il comble les lacunes politiques identifiées dans la Stratégie nationale pour la conservation de la biodiversité et l'aménagement durable des ressources naturelles (NBSAP) et la Stratégie d'agroécologie.

- Si vos résultats universitaires sont solides et que vous envisagez de poursuivre en doctorat, discutez avec votre directeur de thèse de la faisabilité d'un master et d'une éventuelle modification du titre.
- Sensibilisation des non-spécialistes aux rôles écologiques de la biodiversité des sols (intégration de la macrofaune et de la microfaune).

Améliorations méthodologiques:

- Affiner la zone d'étude (en tenant compte de la salinité côtière).
- Optimiser le moment de l'échantillonnage (avant, pendant et après la récolte du maïs).
- Sélectionner des sites témoins/champs de maïs dont l'historique foncier est connu.
- S'adapter aux calendriers agricoles locaux.

Réseautage/Conclusion:

- Réseau de contacts établi: directions régionales de l'environnement, ONG pour la mise en relation avec les acteurs locaux.
- Utile pour la conception, le retour d'expérience et la mise en réseau; met en évidence l'importance de l'implication des jeunes dans les domaines de la science, de la politique et de la pratique, ainsi que les besoins en matière de biodiversité des sols. Participation limitée des décideurs du secteur agricole (il serait souhaitable d'impliquer davantage le ministère de l'Agriculture à l'avenir).
- Remerciements: financement de l'UE; coordinateurs CABES/RESPIN/SPIBES; hôtes togolais; chercheurs/enseignants/points focaux.



Figure 12: Présentation par affiche d'un étudiant du Togo

III. JOUR 3: TIRER PARTI DES CONCLUSIONS DE L'IPBES ET DU GIEC POUR HARMONISER LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT – QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES?

L'atelier sous-régional CABES/RESPIN Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu à Lomé, au Togo, du 3 au 5 décembre 2025, sur le thème «*Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour aligner les actions en faveur de la biodiversité et du climat*», a réuni avec succès diverses parties prenantes, notamment des scientifiques, des décideurs politiques, des points focaux de l'IPBES et du GIEC,

ainsi que des étudiants en master du SPIBES venus de toute l'Afrique et de l'Europe. À travers des séances plénières, des discussions de type «World Café» et des présentations par affiches, les participants ont identifié des opportunités cruciales et des prochaines étapes concrètes pour mettre en œuvre les synergies entre biodiversité et climat aux niveaux national et régional.

Cette synthèse rassemble les conclusions issues des échanges au sein des groupes de travail, en mettant en évidence les opportunités existantes axées sur l'intégration des politiques, les synergies institutionnelles, les mécanismes de financement et le renforcement des capacités. Elle présente également les prochaines étapes prioritaires en matière de coordination institutionnelle, d'interface entre science et politique, de stratégies de communication et d'élaboration de projets intégrés, accompagnées d'engagements spécifiques à chaque pays, notamment du Ghana, de l'Éthiopie, du Nigeria et du Togo.

Ces conclusions témoignent d'une dynamique collective visant à dépasser les cloisonnements sectoriels, afin de traduire les évaluations de l'IPBES et du GIEC en mesures concrètes alignées sur les stratégies nationales de conservation de la biodiversité (NBSAP), les contributions prévues déterminées au niveau national (NDC) et les objectifs de développement durable (ODD), dans l'optique d'une gouvernance environnementale durable en Afrique de l'Ouest.

1. Possibilités existantes pour coordonner les mesures en faveur de la biodiversité et celles relatives au climat

Les discussions menées au sein des différents groupes de travail mettent en évidence un large éventail d'opportunités existantes pour renforcer la cohérence entre les actions en faveur de la biodiversité et celles visant à lutter contre le changement climatique. Ces opportunités s'articulent autour de quatre axes complémentaires: l'intégration des politiques publiques, les synergies institutionnelles et scientifiques, les mécanismes intégrés de projets et de financement, ainsi que le renforcement des capacités et le partage d'informations.

➤ Intégration des politiques publiques et cohérence stratégique

L'un des principaux leviers identifiés réside dans l'intégration conjointe des questions de biodiversité et de climat au sein des cadres stratégiques nationaux et régionaux, notamment les stratégies nationales pour la conservation de la biodiversité et l'utilisation durable de ses ressources (NBSAP), les contributions prévues déterminées au niveau national (NDC), les stratégies nationales sur le climat et les plans nationaux de développement.

➤ Synergies institutionnelles et interface entre science et politique

Les synergies entre les points focaux sur le climat et la biodiversité, les plateformes nationales et internationales, ainsi que l'interface entre science et politique (IPBES, GIEC) renforcent la prise de décision fondée sur les données.

➤ **Projets intégrés et mécanismes de financement**

Les mécanismes de financement existants, tels que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, offrent des possibilités importantes pour soutenir des projets intégrés axés sur la biodiversité et le climat.

➤ **Renforcement des capacités et participation des parties prenantes**

Le renforcement des capacités, la participation des communautés locales et le partage des connaissances sont essentiels pour garantir une harmonisation durable.

Le principal défi réside dans la coordination intersectorielle et la mise à profit des synergies existantes pour faire face efficacement aux crises environnementales.

Quelles seront vos prochaines mesures (à l'issue de cet atelier) pour renforcer les synergies entre les actions en faveur de la biodiversité et celles en faveur du climat dans votre pays?

IV. 2. Prochaines étapes pour renforcer les synergies entre biodiversité et climat

Les contributions des différents participants issus des groupes de travail convergent vers un engagement clair à renforcer les synergies entre les actions en faveur de la biodiversité et celles liées au changement climatique après l'atelier. Les prochaines étapes proposées s'articulent autour de quatre axes principaux: la coordination institutionnelle, le renforcement de l'interface entre science et politique, la communication et la sensibilisation, ainsi que le développement de projets et de plateformes intégrés.

➤ **Renforcement de la coordination institutionnelle et intersectorielle**

Un large consensus s'est dégagé sur la nécessité d'organiser régulièrement des réunions entre les acteurs du climat et de la biodiversité afin de maintenir la dynamique engagée lors de l'atelier. Plusieurs groupes ont insisté sur la création ou le renforcement de plateformes nationales de dialogue associant les ministères, les agences techniques, les chercheurs, les ONG et les partenaires au développement. Parmi les engagements concrets figurent l'organisation de réunions conjointes d'experts sur la biodiversité et le climat (Ghana), l'intégration des points focaux de l'IPBES dans les plateformes nationales sur la biodiversité (Éthiopie) et le renforcement de la participation aux conférences régionales et internationales (Nigeria, Sierra Leone).

➤ **Renforcer l'interface entre science et politique**

Les participants ont souligné le rôle central de l'IPBES et du GIEC dans l'harmonisation des politiques en matière de biodiversité et de climat. Plusieurs mesures à venir visent à renforcer l'utilisation des résultats scientifiques dans les processus décisionnels, notamment une adhésion ou un engagement accru des pays envers l'IPBES (Gambie, Angola) et l'intégration de mécanismes de soutien scientifique tels que le CABES et le RESPIN (Nigeria). L'organisation d'événements scientifiques et politiques, ainsi que la mise en place de cadres de validation et de dialogue autour des résultats de l'IPBES, ont été identifiées comme une priorité.

➤ **Communication, sensibilisation et partage d'informations**

L'amélioration de la communication entre les différents acteurs et avec les décideurs constitue une étape essentielle. Les groupes ont souligné la nécessité de rendre les messages de l'IPBES et les initiatives en matière de biodiversité et de climat plus accessibles grâce à des supports simplifiés, visuels et adaptés au

contexte national. Le partage des listes de contacts, la mise à profit des réseaux tissés au cours de l'atelier et la poursuite des échanges d'informations ont été identifiés comme des mesures concrètes à court terme visant à renforcer la collaboration et à éviter la fragmentation des initiatives.

➤ **Élaboration de projets intégrés et mobilisation des ressources**

Plusieurs interventions ont souligné l'importance d'élaborer et de mettre en œuvre des projets intégrés axés sur la biodiversité et le climat. Cela implique notamment de recenser et de cartographier les initiatives existantes, de les aligner sur les stratégies nationales et de soumettre des propositions de recherche et de projets aux mécanismes de financement internationaux. Parmi les engagements concrets mentionnés figurent la soumission de propositions à l'*Initiative internationale pour le climat* (IKI) (Togo), la mobilisation de ressources pour favoriser les synergies entre les conventions (CDKN) et le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies nationales pour la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles (NBSAP) intégrant les aspects climatiques.

Dans l'ensemble, les prochaines étapes identifiées traduisent une volonté commune d'aller au-delà des approches sectorielles et de créer des synergies durables entre la biodiversité et le climat. La coordination institutionnelle, l'intégration des connaissances scientifiques, une communication efficace et l'élaboration de projets intégrés apparaissent comme des leviers essentiels pour traduire les engagements pris lors de l'atelier en actions concrètes et mesurables.



Figure 4: Breakout room discussions between multiple stakeholders through interactive Questions and Answers sessions with participants

V. ANNEXE 1 : COMMUNIQUÉ FINAL

Atelier sous-régional CABES/RESPIN pour l'Afrique de l'Ouest

« Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les mesures en faveur de la biodiversité et celles relatives au climat »

Du 3 au 5 décembre 2025

Lomé, Togo

COMMUNIQUÉ FINAL

L'atelier sous-régional CABES/RESPIN pour l'Afrique de l'Ouest, qui s'est tenu à Lomé du 3 au 5 décembre 2025, a réuni des experts en biodiversité et en climat de toute l'Afrique de l'Ouest, notamment des participants associés aux processus de l'IPBES, de la CDB et du GIEC, des chercheurs, des praticiens, des détenteurs de savoirs traditionnels, des représentants de la jeunesse, des organisations de femmes et des partenaires de développement. Pendant trois jours, les participants ont pris part à des dialogues, des sessions d'apprentissage entre pairs, des travaux de groupe structurés et des échanges entre pays visant à mieux comprendre l'interdépendance entre la perte de biodiversité et le changement climatique, et à explorer les moyens de renforcer la coordination entre les communautés œuvrant pour la biodiversité et celles œuvrant pour le climat. L'atelier a permis de créer un espace propice à la réflexion, où les défis, les réussites et les enseignements tirés de la pratique ont été partagés en toute franchise. Ces discussions ont mis en évidence la manière dont l'interaction entre les systèmes de connaissances, les institutions et les pratiques de communication façonne la capacité de la région à répondre de manière intégrée aux crises climatiques et liées à la biodiversité.

1. Reconnaître l'interdépendance entre la biodiversité et le changement climatique

Les participants ont souligné qu'un défi majeur réside dans les lacunes persistantes en matière de connaissances et dans la sensibilisation inégale aux liens entre biodiversité et climat au sein des institutions et des réseaux. Beaucoup ont évoqué la disponibilité limitée des données sur la manière dont la perte de biodiversité aggrave les effets du changement climatique, l'intégration insuffisante de ces liens dans les évaluations et la difficulté

à faire le pont entre différents systèmes de connaissances, ce qui conduit souvent à une compréhension fragmentée au sein des communautés de l'IPBES et du GIEC. Cela a une incidence sur la manière dont les données factuelles sont perçues, utilisées et communiquées dans les processus nationaux.

Malgré ces contraintes, les participants ont fait part d'expériences encourageantes dans lesquelles la biodiversité est traitée avec la même urgence que le changement climatique. Parmi les exemples cités figuraient des initiatives de restauration et de gestion des terres qui favorisent le stockage du carbone tout en préservant l'intégrité écologique et les moyens de subsistance des communautés, ainsi que des efforts de recherche collaborative combinant des données écologiques et climatiques afin de comprendre les risques à l'échelle du paysage. De telles initiatives démontrent l'intérêt de la coopération interdisciplinaire et mettent en évidence le potentiel des solutions intégrées qui commencent déjà à voir le jour dans la région.

Les discussions ont confirmé que les espaces d'apprentissage communs sont essentiels pour parvenir à une compréhension partagée. Les participants ont souligné l'importance du dialogue pour décrypter les interactions complexes entre les écosystèmes et le climat, ainsi que l'intérêt d'échanger des interprétations des conclusions de l'IPBES et du GIEC. Beaucoup ont insisté sur la nécessité de développer une culture de collaboration, d'harmoniser les cadres conceptuels et de communiquer sur ces interactions d'une manière qui trouve un écho auprès des décideurs politiques et des praticiens.

1. Favoriser les échanges entre les communautés de l'IPBES, de la CDB et du GIEC

Les participants ont évoqué plusieurs obstacles qui entravent une collaboration plus étroite entre les communautés chargées de la biodiversité et celles chargées du climat. Parmi ceux-ci figuraient les limites des consultations intercommunautaires, l'absence d'occasions structurées permettant un dialogue soutenu, ainsi que les difficultés découlant des différences entre les mandats institutionnels, les calendriers et la terminologie utilisés dans ces deux processus mondiaux. Certains ont fait remarquer que les messages du GIEC ont tendance à être davantage pris en compte par les décideurs politiques, ce qui crée un déséquilibre dans la manière dont les données issues des domaines de la biodiversité et du climat sont consultées et comprises.

Malgré ces difficultés, les participants ont souligné des expériences prometteuses où l'interaction entre les communautés a déjà commencé à se développer. Dans certains pays, des échanges informels entre les équipes biodiversité et climat permettent aux parties prenantes d'interpréter conjointement les conclusions des évaluations mondiales, tandis que les réseaux transnationaux mis en place par le biais de CABES et RESPIN ont contribué à créer de nouvelles relations professionnelles et à favoriser l'entraide. Ces échanges montrent que la collaboration ne dépend pas nécessairement de structures formelles; elle naît souvent de simples occasions de se rencontrer, de discuter et d'apprendre ensemble.

Les enseignements tirés de ces échanges ont mis en lumière l'utilité d'une meilleure compréhension mutuelle des méthodes de travail, des procédures d'examen et des normes de preuves de l'IPBES et du GIEC. Les

participants ont souligné que des synthèses partagées, une communication collaborative et des ateliers conjoints réguliers peuvent contribuer à la cohérence des messages sans pour autant imposer de modalités de gouvernance. Ils ont également reconnu l'importance de reconnaître et d'apprécier les rôles distincts, mais complémentaires, des deux processus.

1. Promouvoir la cohérence des plans nationaux en matière de biodiversité et de climat

Les participants ont discuté de la manière dont les stratégies nationales telles que les SNAP, les CDN et les PNA évoluent souvent en parallèle, aboutissant à des documents politiques isolés qui ne reflètent pas pleinement l'interdépendance des enjeux liés à la biodiversité et au climat. Parmi les difficultés soulevées figuraient le manque de dynamique politique en faveur des échanges intersectoriels, les disparités dans l'intégration des savoirs locaux et pratiques et des données scientifiques dans les processus de planification, ainsi que les difficultés à traduire les résultats des évaluations mondiales en priorités nationales. Ces problèmes conduisent souvent à des politiques fragmentées et à des occasions manquées de synergie.

Les participants ont toutefois présenté des exemples d'approches de plus en plus coordonnées dans plusieurs pays. Il s'agissait notamment d'équipes techniques examinant conjointement des documents de planification relatifs à la biodiversité et au climat, de cas où des objectifs de restauration des écosystèmes étaient élaborés parallèlement à des objectifs de résilience climatique, et d'événements conjoints où les ministères ont mené une réflexion commune sur des indicateurs et des orientations politiques partagés. Ces expériences suggèrent que même des formes modestes de collaboration peuvent aboutir à des résultats de planification plus cohérents. L'atelier a permis de dégager des enseignements soulignant l'importance de calendriers partagés, de formats d'apprentissage collaboratif et d'outils de synthèse conviviaux facilitant le décroisement thématique. Les participants ont manifesté leur intérêt pour l'apprentissage entre pairs afin d'explorer comment les pays voisins intègrent les découvertes scientifiques mondiales dans leurs processus nationaux et ont insisté sur la valeur de directives plus claires et de formats de dialogue tripartite impliquant scientifiques, décideurs politiques et communautés. De telles approches peuvent contribuer à garantir que les perspectives intégrées deviennent progressivement plus courantes dans la planification nationale.

1. Renforcer les interfaces science-politique-pratique

Les participants ont reconnu que la poursuite d'une collaboration entre les communautés de la biodiversité et du climat dépend en partie du bon fonctionnement des interfaces science-politique-pratique. Ils ont relevé des difficultés liées à la limitation des canaux de partage d'informations, aux mandats différents des institutions et à l'absence de cadres d'échange cohérents. Ces problèmes entraînent souvent une visibilité insuffisante des connaissances sur la biodiversité dans les discussions sur le climat, et inversement, ce qui nuit à la cohérence globale des données probantes utilisées dans la prise de décision.

Néanmoins, les participants ont mis en lumière des réussites concernant les plateformes nationales et régionales soutenues par CABES et RESPIN, qui ont facilité le dialogue entre divers acteurs et offert des espaces de

coproduction de connaissances interdisciplinaires. Les expériences partagées par différents pays ont démontré comment des échanges réguliers entre chercheurs, praticiens et décideurs politiques peuvent permettre des discussions plus équilibrées sur les risques, les priorités et les opportunités liés au lien entre biodiversité et climat.

Les enseignements tirés ont mis en évidence l'importance de développer des interfaces flexibles et participatives, favorisant un engagement régulier, plutôt que des institutions formalisées. Les participants ont souligné la valeur des dialogues thématiques, des ateliers d'interprétation collaborative et des laboratoires d'apprentissage conjoints, ainsi que des études auprès des utilisateurs pour comprendre leurs besoins d'information. Investir dans les relations, la communication et l'apprentissage partagé a été largement perçu comme un fondement essentiel à l'efficacité des interfaces.

1. Renforcement des capacités et consolidation des systèmes de connaissances diversifiés

L'atelier a réaffirmé que le renforcement des capacités demeure essentiel pour consolider la contribution de l'Afrique aux processus scientifiques et politiques mondiaux. Les participants ont décrit les difficultés liées à une compréhension inégale des procédures de l'IPBES et du GIEC, à une connaissance limitée des échéanciers et des objectifs de ces deux processus, ainsi qu'à une visibilité nationale insuffisante des résultats relatifs à la biodiversité. Ces lacunes sont aggravées par des problèmes de sensibilisation plus généraux, notamment concernant le rôle et la pertinence de l'IPBES au niveau national.

Parallèlement, les participants ont souligné les atouts régionaux importants, notamment le master SPIBES, les formations courtes CABES et les initiatives de formation multipartites qui contribuent à une meilleure compréhension de l'interface science-politique. Parmi les réussites, on note également l'intégration des savoirs locaux et traditionnels dans les efforts d'adaptation locale et de gestion des écosystèmes, témoignant d'une reconnaissance croissante des multiples systèmes de connaissances et de nouvelles perspectives de collaboration.

Les enseignements tirés des discussions sur le renforcement des capacités ont souligné l'importance des sessions de formation conjointes réunissant les communautés de la biodiversité et du climat, de directives claires et accessibles pour accompagner les utilisateurs des évaluations et du recours aux dialogues en trilogue pour consolider la coproduction inclusive des connaissances. Les participants ont insisté sur le fait que la capacité à communiquer et à appliquer des messages scientifiques intégrés est aussi importante que leur élaboration.

2. Aller de l'avant grâce au dialogue, aux échanges et à l'apprentissage conjoint

L'atelier s'est conclu par une réflexion des participants sur leurs intentions futures. Il ne s'agissait pas d'engagements, mais plutôt d'aspirations à poursuivre le renforcement de la collaboration par des échanges continus et le développement de relations. Les participants ont exprimé leur intérêt à maintenir le contact grâce à des dialogues transnationaux, à partager les enseignements de l'atelier avec leurs collègues, à organiser des

séances informelles de partage de connaissances et à participer à des événements conjoints portant sur les prochaines étapes importantes de l'IPBES, de la CDB et du GIEC. Ils se sont également montrés disposés à explorer des pistes de recherche collaborative, à élaborer conjointement des outils de synthèse et à poursuivre les échanges entre pairs.

Remerciements

Les participants remercient CABES et RESPIN d'avoir organisé cet atelier et d'avoir favorisé un espace de collaboration pour le dialogue sur la biodiversité et le climat en Afrique de l'Ouest. Ils expriment leur gratitude au Gouvernement du Togo et à l'Hôtel La Concorde pour leur accueil, ainsi qu'à tous les animateurs, rapporteurs, interprètes et membres du personnel de soutien dont la contribution a permis le succès de cet atelier.

Lomé, le 5 décembre 2025

Les participants

VI. ANNEXE 2 : SALLES DE RÉUNION EN PETIT GROUPE – QUESTIONS DES JOURS 1 ET 2

DES JOURS 1 ET 2

Jour 1 : Insights mutuels, IPBES et GIEC

Question 1 :

Quelles sont les lacunes en matière de connaissances concernant les travaux et les processus de l'IPBES et du GIEC ?

Question 2 :

Quelles sont les limites de la collaboration entre les communautés travaillant sur le climat et la biodiversité ?

Question 3 :

Que peuvent apprendre les communautés de l'IPBES et du GIEC l'une de l'autre au cours des deux prochains jours ?

Jour 3 : Du dialogue à la mise en œuvre

Question 1 :

Quelles sont les possibilités existantes pour aligner les actions en matière de biodiversité et de climat pour les différentes parties prenantes ?

Question 2 :

Quelles seront vos prochaines étapes (à partir de cet atelier) pour créer des synergies entre la biodiversité et les actions climatiques dans votre pays ?

Qui?	Quoi?	Où?

VII. ANNEXE 3 : TERMES DE RÉFÉRENCE ET PROGRAMME DES TRAVAUX

Atelier sous-régional CABES/RESPIN pour l'Afrique de l'Ouest

« Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en matière de biodiversité et de climat »

3 – 5 décembre 2025

Lomé, Togo

Termes de référence

Arrière-plan

Face à l'aggravation de la crise environnementale mondiale, les défis interdépendants du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité sont de plus en plus reconnus comme étant intimement liés, car tous deux sont alimentés par des activités humaines qui perturbent les systèmes naturels, entraînant des changements sans précédent dans les écosystèmes, la répartition des espèces et les régimes climatiques. La biodiversité est essentielle aux fonctions et services écosystémiques qui régulent le climat, notamment le stockage du carbone, le cycle de l'eau et la régulation de la température. Réciproquement, le changement climatique affecte la biodiversité en modifiant les habitats, en déplaçant l'aire de répartition des espèces et en exacerbant les menaces telles que les espèces envahissantes et les maladies.

Pour relever ces défis, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), un organisme intergouvernemental indépendant, a été créée afin de renforcer le lien entre les connaissances scientifiques et les décisions politiques relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques. Sa mission principale est de promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, qui contribue au bien-être humain à long terme et à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'IPBES remplit cette mission à travers quatre fonctions clés :

- **Évaluation des connaissances** : Évaluation de l'état actuel des connaissances sur la biodiversité et les services écosystémiques.
- **Renforcement des capacités** : Aider les pays et les régions à renforcer leur capacité à utiliser les travaux de l'IPBES et à y contribuer.
- **Renforcer les fondements des connaissances** : identifier et combler les lacunes dans notre compréhension de la biodiversité.
- **Soutien aux politiques publiques** : Fournir aux décideurs politiques les informations et les outils dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées.

Depuis sa création en 2012, l'IPBES a produit une douzaine d'évaluations majeures. Ces évaluations couvrent un large éventail de sujets, notamment les espèces exotiques envahissantes, la dégradation des terres et l'utilisation durable des espèces sauvages, en mettant l'accent sur des régions spécifiques comme l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. Ses rapports les plus récents, l'« Évaluation des changements transformateurs », examine les causes profondes de l'érosion de la biodiversité et présente des pistes pour atteindre les objectifs

de la Vision 2050 pour la biodiversité, tandis que l'« Évaluation des liens » aborde les interdépendances entre le climat, la biodiversité, l'eau, l'alimentation et la santé.

Les travaux de l'IPBES sont le fruit d'une collaboration entre un groupe diversifié de parties prenantes, notamment des scientifiques, des représentants gouvernementaux, des ONG, des professionnels du secteur privé, des jeunes et des détenteurs de savoirs autochtones et locaux.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), organisme international fondé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a pour mandat de fournir aux gouvernements, à tous les niveaux, des informations scientifiques pour appuyer l'élaboration de politiques climatiques. Le GIEC joue un rôle central dans les négociations internationales sur le changement climatique en évaluant et en synthétisant les conclusions de milliers d'études scientifiques, plutôt qu'en menant des recherches originales. Ses rapports, pertinents pour les décideurs politiques, fournissent aux responsables des connaissances objectives, complètes et consensuelles sur les aspects physiques du changement climatique, ses impacts et les options d'adaptation et d'atténuation. Le GIEC élabore également des méthodologies normalisées pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, aidant ainsi les pays à mesurer et à déclarer leurs émissions. Ses travaux font l'objet d'examen approfondis par des experts et des représentants gouvernementaux afin de garantir leur transparence et leur rigueur. Ses publications les plus importantes sont les Rapports d'évaluation (RE), publiés tous les cinq à sept ans, qui constituent des références essentielles dans les négociations internationales. Le GIEC publie également des rapports spéciaux sur des questions ciblées, des rapports méthodologiques et des documents techniques pour répondre à des besoins scientifiques et politiques spécifiques.

À l'échelle régionale, afin de soutenir les travaux de l'IPBES et du GIEC et de renforcer l'adoption de leurs conclusions, deux initiatives clés ont été lancées : le Renforcement des capacités des experts en biodiversité et services écosystémiques en Afrique (CABES, www.cabes.online) en 2022, et le Réseau régional d'interface science-politique sur la biodiversité et le changement climatique (RESPIN, respin-project.eu), qui favorise l'intégration des connaissances issues de l'IPBES et du GIEC et renforce les liens entre science et politique à différents niveaux. Ensemble, ces initiatives visent à développer une connaissance intégrée de la biodiversité et du climat pour une prise de décision éclairée.

Reconnaissant que l'érosion de la biodiversité et le changement climatique constituent deux défis majeurs, profondément interdépendants et sources de difficultés complexes pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques efficaces, l'IPBES et le GIEC, véritables interfaces entre science et politique à l'échelle mondiale, ont organisé un atelier conjoint en 2020, consacré aux interactions entre la science de la biodiversité et le changement climatique. Des évaluations récentes de l'IPBES et du GIEC soulignent que traiter l'érosion de la biodiversité et le changement climatique de manière isolée compromet l'efficacité des solutions. Elles préconisent des politiques intégrées et intersectorielles qui optimisent les synergies, réduisent les compromis

et renforcent le bien-être humain, la sécurité alimentaire, la disponibilité de l'eau et la résilience face aux catastrophes. Cependant, la collaboration entre les communautés de la biodiversité et du climat – notamment entre les points focaux nationaux – demeure limitée, ce qui souligne l'urgence de mettre en place des mécanismes de coordination plus robustes. Pour combler cette lacune, CABES, en collaboration avec RESPIN, organise un atelier régional sur le thème « Vers des politiques intégrées : tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat ». Cet atelier réunira des experts afin d'identifier les synergies, les compromis et les solutions intégrées à ces deux crises. Les discussions porteront également sur les obstacles à la collaboration au niveau national et à la prise en compte des conclusions des évaluations de l'IPBES et du GIEC, ainsi que sur l'exploration de modalités efficaces de coopération intersectorielle.

1. Les objectifs de l'atelier

L'objectif général de cet atelier est de promouvoir la cohérence et l'intégration des politiques relatives au climat et à la biodiversité en s'appuyant sur les connaissances issues de l'IPBES et du GIEC. Plus précisément, l'atelier vise à :

- **Explorer et clarifier les interactions complexes** entre la perte de biodiversité et le changement climatique, en soulignant le besoin urgent de réponses politiques intégrées
- **Partager et analyser les résultats récents** et les messages clés des évaluations de l'IPBES et du GIEC afin d'éclairer les réponses politiques intégrées.
- **Faciliter le dialogue et la collaboration** entre les communautés de l'IPBES et du GIEC, y compris les points focaux nationaux, afin de renforcer la coordination et l'échange de connaissances au niveau national.
- **Identifier les synergies, les complémentarités et les compromis** dans les politiques de biodiversité et de climat, afin de soutenir des stratégies cohérentes et mutuellement bénéfiques.

1. **Appuyer le renforcement des capacités** des parties prenantes afin de promouvoir la coproduction, le transfert de connaissances et la collaboration multisectorielle nécessaires à la conception et à la mise en œuvre efficaces des politiques

Résultats attendus de l'atelier :

Cela comprend :

- III. Une compréhension partagée des interconnexions entre la perte de biodiversité et le changement climatique, renforçant l'urgence de réponses politiques intégrées.
- IV. Synthèse des messages clés des récentes évaluations de l'IPBES et du GIEC mis à la disposition des décideurs et des parties prenantes pour guider la prise de décision.

- V. Renforcement des mécanismes de collaboration entre les communautés de l'IPBES et du GIEC, y compris les points focaux nationaux, favorisant une meilleure coordination et un meilleur échange de connaissances aux niveaux national et régional.
- VI. Une cartographie des synergies, des complémentarités et des compromis dans les politiques de biodiversité et de climat afin d'éclairer des stratégies cohérentes et mutuellement bénéfiques.
- VII. Renforcement des capacités des parties prenantes en matière de coproduction de connaissances, de transfert efficace des connaissances et de collaboration multisectorielle dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

2. Publics ciblés

Cet atelier réunira un large éventail d'acteurs dont l'expertise et les points de vue sont essentiels à la promotion de politiques intégrées en matière de biodiversité et de climat. Le public cible comprend :

- Des chercheurs/scientifiques issus de divers domaines liés à la biodiversité et aux services écosystémiques,
- Des professionnels des secteurs public et privé,
- Organisations non gouvernementales (ONG),
- Les détenteurs de savoirs autochtones et locaux, ainsi que les groupes de femmes et de jeunes,
- Points focaux nationaux de l'IPBES et/ou de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB),
- Points focaux nationaux du GIEC,
- Des représentants des ministères concernés et des organisations régionales.

3. Format de l'atelier

L'atelier adoptera une approche interactive, comprenant des présentations, des groupes de travail et des séances plénières où la participation active des participants est fortement attendue afin de parvenir à un consensus. De plus, l'atelier se déroulera en trois phases principales.

- **Présentations plénières d'experts** de l'IPBES, du GIEC, du CABES et de RESPIN
- **Tables rondes** sur les opportunités de politiques intégrées
- **Des groupes de travail axés sur des synergies thématiques** (par exemple, l'utilisation des terres, les solutions fondées sur la nature)
- **Séances de partage d'expériences** entre pays en matière de politiques nationales
- **Opportunités de réseautage et développement** de la collaboration régionale

Équipe d'organisation d'ateliers

Pour toute question concernant l'atelier, veuillez contacter l'équipe organisatrice ci-dessous :

- Dr. Sié Sylvestre DA, WASCAL CoC, Ouagadougou, Burkina Faso; Tel. (00226) 70 14 44 39; WhatsApp (00226) 66873515; E-mail: da.s@wascal.org or da_siesylvestre@yahoo.fr
- Prof. Aboudou Raoufou RADJI; Tel./WhatsApp (00228) 20045114, E-mail : pradji@hotmail.com
- Prof. N'golo A. KONE, University NANGUI ABROGOUA, Abidjan, Côte d'Ivoire, Tel./ WhatsApp: (+225) 0707620384; Email: konengolo.sn@una-na.ci
- Prof. Mylor Ngoy SHUTCHA, University of Lubumbashi, Lubumbashi, Tel./ WhatsApp : (00243) 995273991; Email: mylorshutcha@gmail.com, or mylor.ngoyshutcha@unilu.ac.cd

Thème de l'atelier : Vers des politiques intégrées : tirer parti des résultats de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en matière de biodiversité et de climat.

Atelier sous-régional CABES/RESPIN pour l'Afrique de l'Ouest
Hôtel Sarakawa, Lomé, Togo, 3-5 décembre 2025

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Jour 1 :		
3 décembre 2025		
Sujet : Comprendre l'IPBES et le GIEC en tant qu'interfaces science-politique-pratique (ISPP)		
Heure (GMT)	Session	Président/Présentateur
8.00 – 9.00	Arrivée et enregistrement des invités	
09.00 – 09.40	Cérémonie d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> Discours de bienvenue du président de l'université de Lôme Discours du représentant de l'IPBES et du GIEC Discours du responsable du programme CABES Discours du représentant de RESPIN Discours du président de l'IPBES (enregistrement vidéo ou participation en ligne) Discours du président du GIEC (enregistrement vidéo) Discours de l'ambassadeur d'Allemagne au Togo Discours d'ouverture du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique du Togo 	Modérateur: Mr. Marc Belemsobgo/Dr. Sylvestre Da (WASCAL, Burkina Faso) Dr. Jan Henning Sommer (CABES Program Manager, ZEF, University of Bonn, Germany) Ms. Coline Léandre (Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité – FRB, France and RESPIN representative)
9.40 – 10.00	PHOTO DE GROUPE	
10.00 – 10.20	Brise-glace	Dr. Jennifer Hauck (CoKnow Consulting Germany)
10.20 – 10.45	Plénière: <ul style="list-style-type: none"> Comprendre les liens entre la biodiversité et les changements climatiques, et la nécessité d'intégrer les politiques relatives au climat et à la biodiversité Q & A 	Dr. Nadia Sitas (Climate and Development Knowledge Network – CDKN, South Africa)
10.45 – 11.15	PAUSE CAFÉ	

11.15 – 11.45	<p>Plénière:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Introduction au Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC) : historique, processus, rapports d’évaluation et participation des parties prenantes • Q & A 	Dr. Bamba Sylla (AIMS)/Dr. Ulrich Diasso (African Union)
11.45 – 12.15	<p>Plénière:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Introduction à la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) : historique, processus, rapports d’évaluation et participation des parties prenantes • Q & A 	Ms. Amarys Preuss (IPBES secretariat)
12.15 – 12.30	Discussions ouvertes sur les plateformes intégrées IPBES et GIEC	
12.30 – 12.45	<p>Plénière:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un modèle régional de SPPI sur la biodiversité – Le renforcement des capacités en matière de biodiversité et de services écosystémiques (CABES) : programme de travail, activités et progress • Q & A 	Dr. Isimemen Osemwegie, CABES program Coordinator, ZEF/University of Bonn, Germany
12.45 – 13.00	<p>Plénière:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Introduction au projet RESPIN (Renforcement des interfaces science-politique pour une connaissance et des politiques intégrées en matière de biodiversité et de climat) • Q & A 	Ms. Coline Léandre (Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité – FRB, France and RESPIN representative)
13.00 – 14.30	PAUSE CAFÉ	
14.30 – 15.30	<p>Table ronde:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du global au national : comment l’IPBES et le GIEC peuvent conjointement éclairer les politiques relatives au climat et à la biodiversité • Q & A 	Président: Prof. Mylor Ngoy SHUTCHA (University of Lubumbashi) Représentatifs IPBES et IPCC et NFPs
15.30 – 16.00	COFFEE BREAK	
16.00 – 17.00	<p>Groupes de travail: Perspectives mutuelles, IPBES et GIEC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les lacunes en matière de connaissances concernant les travaux et les processus de l’IPBES et du GIEC ? 	Président: Dr. Jennifer Hauck, CoKnow Consulting, Germany

	<ul style="list-style-type: none"> • Comment sensibiliser le public aux travaux et activités de l'IPBES et du GIEC au niveau national ? • Que peuvent apprendre les communautés de l'IPBES et du GIEC l'une de l'autre ? 	
17.00 – 17.20	Commentaires des groupes en plénière	Journalistes du groupe
17.20	Annonces et fin de journée	
Jour 2 : 4 décembre 2025		
Sujet : Mise en œuvre des conclusions de l'IPBES et du GIEC		
Heure (GMT)	Session	Président/Présentateur
9.00 – 9.15	Récapitulatif du jour 1	Dr Sylvestre Da (WASCAL)
9.15 – 9.40	Séance plénière : Introduction aux récents rapports d'évaluation de l'IPBES <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des changements transformateurs : la nécessité et les opportunités d'harmoniser les actions en matière de biodiversité et de climat. • Q & A 	Prof. Eric Fokam (University of Buea, Cameroon/IPBES MEP member)
9.40 – 10.00	Séance plénière : Introduction aux récents rapports d'évaluation de l'IPBES <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation du lien entre biodiversité et climat : nécessité et opportunités d'harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat. • Q & A 	Dr. Nadia Sitas (Climate and Development Knowledge Network – CDKN, South Africa)
10.00 – 10.40	<ul style="list-style-type: none"> • Exemples de réussite par pays – intégration des recommandations politiques de l'IPBES dans les stratégies nationales en matière de biodiversité • Q & A 	Points Focaux Nationaux IPBES
10.40 – 11.10	PAUSE CAFÉ	
11.10 – 11:40	Plénière: <ul style="list-style-type: none"> • Introduction au dernier rapport d'évaluation du GIEC: besoins et opportunités pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat • Q & A 	Walters Tubua (Regional Lead, Regional Climate Centres for West and Central Africa – RCC, Togo)

11.40 – 12:10	<ul style="list-style-type: none"> Exemples de réussite: intégration des recommandations du GIEC dans les stratégies nationales en matière de biodiversité Q & A 	IPCC National Focal Points
12.10 – 14.00	PAUSE DÉJEUNER	
14.00 – 15.15	Café du monde: <ul style="list-style-type: none"> Quels sont les obstacles à la collaboration entre l'IPBES et le GIEC au niveau national? Quelles sont les solutions pratiques pour surmonter ces obstacles? Comment extraire les contenus pertinents pour les politiques publiques des rapports d'évaluation de l'IPBES et du GIEC? Quels sont les outils et/ou les points d'entrée pour intégrer les résultats dans les SNAP, les CDN, les ODD ou les plans nationaux de développement? 	Président: Mr. Abisha Mapendembe (Senior Environmental Policy & Development Advisor, UNEP-WCMC, United Kingdom)
15.15 – 15:30	Commentaires des groupes en plénière	Groupes de journalistes
15.30 – 16.00	PAUSE CAFÉ	
16.00 – 16.45	Plénière: <ul style="list-style-type: none"> Les plateformes nationales comme catalyseurs de la collaboration climat-biodiversité : mobilisation des parties prenantes et échanges entre pairs Q & A 	Président: Mr. Abisha Mapendembe (Senior Environmental Policy & Development Advisor, UNEP-WCMC, United Kingdom)
16.45	Annonces et fin de la deuxième journée	
Jour 3: 5 décembre 2025		
Sujet: Tirer parti des conclusions de l'IPBES et du GIEC pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat		
Heure (GMT)	Session	Président/Présentateur
9.00 – 9.15	Résumé du jour 2	Dr. Kouakou Kouadio (Lecturer and assistant coordinator of CABES SPIBES/UFHB)
9.15 – 9.45	Plénière: <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités comme outil : engagement et participation des jeunes au sein du SPPI : programmes de master SPIBES et études de cas de 	Prof. N'golo Abdoulaye KONE (Assistant professor and CABES SPIBES Coordinator/UFHB)

	<p>recherche intégrée de master sur la biodiversité et le changement climatique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Q & A 	
9.45 – 10.30	<p>Ateliers de groupe : Du dialogue à la mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les possibilités existantes pour harmoniser les actions en faveur de la biodiversité et du climat pour les différentes parties prenantes? • Quelles sont les prochaines étapes concrètes pour créer des synergies entre la biodiversité et les actions climatiques? 	CABES Team
10.30 – 10.45	Compte rendu des travaux de groupe et discussion finale	
10.45 – 11.15	PAUSE CAFÉ	
11.15 – 11.30	Enquête de fin d'atelier	Ms. Sarah Verleysdonk, CABES Coordination team, ZEF, University of Bonn, Germany
11.30 – 12.00	Communiqué final	CABES & RESPIN Team
12.00 – 13.00	Cérémonie de clôture	CABES & RESPIN Team
13.00 –	DÉJEUNER	

VI. ANNEXE 4 : COUVERTURE MÉDIATIQUE

- À la télévision nationale du Togo (à partir de 15min 20s) : [TVT JT 20H DU JEUDI 04 DECEMBRE 2025 - YouTube](#)